Également disponibles à notre boîte postale les *Guérilla* hors-série suivants :

- n° 0, sur la politique dite nationale-bolchevique, *Guérilla*, 5 F;
- n° 1, sur le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, par George Caffentzis, traduit et adapté par *Guérilla*, 15 F;
- n° 3, Sur la perspective révolutionnaire en Europe, un texte de Wotta Sitta (Italie) en réponse à la Fraction Armée Rouge allemande, 15 F ;
- n° 4, Le socialisme, vers où désormais? par Gary Adams (en français et en anglais), 10 F;
- n° 5, Vive la désorganisation ! et En finir avec l'économie, *Guérilla*, 15 F. Ce hors-série indique à grands traits quelques aspects de la perspective révolutionnaire dans la première partie, et dans la seconde partie il expose nos positions quant à l'économie. Il s'agit, par certains aspects, non pas d'esquisser un programme, mais plutôt de susciter critiques et controverses ;
- n° 6, Interview des camarades emprisonnés d'Action Directe (mars 1995), 15 F ;
- n° 7, La Perspective totalitaire, *Guérilla*, 10 F.

Pour tout contact avec *Guérilla* :
P.G. (sans autre mention)
BP 71
39600 Arbois
France

# GUÉRILLA

## Interview des camarades emprisonnés d'Action Directe (mars 1995)

★

Hors-série n° 6

Interview des camarades emprisonnés
d'Action Directe
(mars 1995)

# Interview des camarades emprisonnés d'Action Directe
## Mars 1995

**Guérilla :** *Lors du dernier procès que l'État a offert en spectacle, le « procès Audran », vous avez déclaré que, désormais, les cours de justice n'avaient plus d'intérêt pour les révolutionnaires, que ceux-ci étaient définitivement empêchés de s'y exprimer. Selon vous, la société évolue-t-elle vers un totalitarisme toujours plus perfectionné, qui réduit à rien ou presque les espaces de liberté ?*

Déjà qu'en temps « normal » tout acte de justice est un acte spectaculaire, le spectacle de la manipulation et de la répression orchestrées par les rapports étatiques ! Dans notre cas comme dans celui de tous les dossiers politiques immédiatement médiatiques, chaque procès atteint un degré maximum de théâtralité. Une mise en scène, la mise en scène de la toute-puissance de l'État à châtier les « terroristes » et la mise en scène de la désapprobation générale exprimée par la presse unanime. Participer au procès, cela signifie accepter cette mise en scène du rapport de forces, tel qu'il se présente aujourd'hui en faveur de la bourgeoisie et de la réaction ambiante. Et finalement, cela se résumerait à mimer notre impuissance face aux toges de l'ordre bourgeois et, au-delà, à alimenter le scénario de l'impuissance des actes révolutionnaires face à l'ordre bourgeois lui-même.

Pire, la criminalisation, théâtralisée elle aussi dans la prétendue normalisation d'un procès d'exception devant la cour d'assises spéciale, veut présenter le projet de rupture avec le système actuel non seulement comme vain, mais anormal, le reflet d'une anormalité antisociale, jusqu'à en nier l'existence.

Il était donc impératif pour nous de bousculer le spectacle, de le retourner en le révélant comme tel. Nous devions évidencier le fait que nous ne pouvions pas prendre la parole et que les juges ne nous acceptaient que dans le rôle de faire-valoir. Dès lors, nous devions laisser un box et un banc de la défense vides. Il nous fallait quitter ce Luna Park de l'autoglorification du régime et du système, sempiternellement psalmodiée par la piétaille de leurs plus serviles soldatesques, qu'ils soient

flics, juges ou journalistes. Abandonner le procès au naufrage de la lecture administrative du dossier de police.

Si nous avons choisi cette forme de subversion, à ce moment-là, nous ne voulons pas en faire un modèle pour tous et pour toutes les situations. Loin de là, car la subversion est un procédé intelligent, conscient, face à la bureaucratie et aux mécanismes des appareils. Elle est une expérimentation permanente et vivante. Elle doit s'aiguiser ainsi selon les circonstances dans la confrontation, mais, bien évidemment, toujours dans les marques des grands pivots de la rupture avec l'institution, avec le système, c'est-à-dire également avec tous les tenants des partis, des confédérations et des associations para-étatiques, mais aussi avec toutes les fausses permissivités du spectacle politique et idéologique.

« Espaces de liberté » et box de tribunal d'exception font rarement bon ménage, mais c'est possible dès lors qu'on joue le jeu ; et c'est pareil partout, dans tous les rapports de ce système, dès que le rôle de l'opposition devient un simple rôle. Le rôle d'une opposition définie comme « constructive », par-dessus tout parce qu'elle est réformiste, légaliste, pacifiste et bien sûr mystificatrice. Mystificatrice, parce que laissant croire à une possible amélioration du système et des régimes occidentaux hors de procès insurrectionnels révolutionnaires, et donc à l'utilité de cette pseudo-opposition.

Le système tolère des « espaces de liberté » à son opposition sous condition, et celle-ci en retour se forge elle-même des chaînes d'impuissance à être réellement oppositionnelle, et donc à représenter les intérêts généraux des exploités et des opprimés face au système. Et il faut qu'elle fasse sa mue pour préserver et collaborer avec les principaux fondements de ce système et de sa bonne marche : la propriété privée des moyens de production, l'accaparement de la richesse sociale produite, la farce parlementaire, les répressions policières, barbouzardes et militaires... et enfin la manipulation de l'antagonisme et des résistances des exploités.

De fait, tous les espaces de liberté, sans exception, qui ne s'érigent pas contre le système et hors de tous ces cadres ne sont que de faux espaces de liberté se résumant à la seule collusion avec le programme bourgeois, et il ne peut en être autrement dans le système capitaliste, surtout avec le nouveau modèle toyotiste-néolibéral du contrôle total [NDE : toyotisme = flux tendu, c'est-à-dire pas de stock; pas de défaut, pas de délais]. Dans lequel l'opposition doit être sous contrôle et intégrer cette tâche de contrôle. Au-delà, il n'y a plus que répression et inquisition juridico-policière. Et condamnation à perpétuité pour ceux qui matérialisent l'oppositionnel véritable en acte et en organisation, en guerre de partisans.

★

*Le totalitarisme est-il une réponse du Capital à la lutte des classes, et est-il une réponse probable ou non ?*

Tout d'abord, il faut bien s'entendre sur ce terme de totalitarisme, car, actuellement, il faut reconnaître que parmi le mouvement s'est instaurée, ou plutôt réinstaurée, la très vieille confusion. Tendance et résonance contre-tendancielle sont allégrement mélangées, c'est-à-dire : il y a bel et bien un procès de fascisation en cours, mais il ne peut être assimilé et réduit au marais extrême des forces de la réaction la plus obtuse et rétrograde (les Fini en Italie, Le Pen et de Villiers en France, ou encore les groupuscules néo-nazis).

Le procès de fascisation est fondamentalement une phase et une politique de la bourgeoisie, résultant d'une conjoncture spécifique de la lutte des classes au stade impérialiste. Non pas une politique des fractions les plus arriérées de cette bourgeoisie, mais au contraire celle de ses secteurs les plus conscients, les plus modernes (ou « postmodernes » pour en rester aux modes !).

Ce procès agit en priorité au niveau économique par l'installation et la stabilisation d'un nouveau régime d'accumulation, le rapport de domination décisive des pouvoirs des transnationales. Et ce sont les politiques néolibérales, les diktats du FMI, les nouvelles précarités multidimensionnelles...

Dans les années soixante-dix, l'économie capitaliste est plongée dans un marasme structurel indescriptible. La tendance à la baisse du taux de profit s'accélère. La bourgeoisie, du fait de la résistance prolétarienne, est incapable de jouer de la contre-tendance que sont la surexploitation de la force de travail, la réduction des salaires directs, mais aussi indirects principalement redistribués par l'« État social », ou encore l'extraction à très bas prix des matières premières au Sud (la crise de l'Opep marque la résistance de ces pays).

Pour rétablir les profits, la bourgeoisie impérialiste ne peut en rester à des mesures partielles, locales et ponctuelles. Elle doit briser le cadre ancien de son régime d'accumulation devenu un véritable carcan, briser le modèle fordiste, celui de l'État-providence, du néo-colonialisme... pour dépasser son état de faiblesse dans un rapport de forces plus violent encore, plus pesant sur les autres classes, dans un nouveau modèle de production et de reproduction élargie.

Le procès de fascisation n'est donc pas le changement de personnel politique plus réactionnaire à la tête de l'État, mais bien une mutation de la forme des appareils et des rapports étatiques. Une mutation de l'État accompagnant et donc fonctionnelle à un nouveau régime d'accumulation.

Et ce procès, sur notre continent, se matérialise principalement dans les mouvements d'intégration européenne, de formation d'un centre impérialiste concurrentiel capable de rivaliser avec les autres blocs, nord-américain et japonais, et de participer au partage mondial. Ce sont concrètement les manœuvres de transétatisation, les politiques de contrôle social de masse, celles de Schengen, les politiques instaurant une ségrégation intérieure et extérieure, les mesures de

racisme institutionnel...

Le procès de fascisation a toujours été un élan économique et politique de la bourgeoisie monopoliste.

Aujourd'hui, son aliénation totalitaire s'accuse encore du fait qu'il se meut dans le «spectaculaire intégré» — fusion des anciens spectaculaires séparés (concentrés et diffus) ou dictatorial et libéral-capitaliste qui se partageaient la représentation du monde. Il ratifie l'organisation de la division de classe. Un modèle se niant en tant que modèle, et accédant à «être le seul possible».

Une pression idéologique rendue invisible se met en scène comme ordre naturel des choses où la liberté dictatoriale du marché pontifie sur les Droits de l'Homme spectateur. C'est dans ce «meilleur des mondes», si naturel puisque le moins pire, que le chômage et l'exclusion, longtemps viviers de travailleurs corvéables et malléables à merci tout autant que véritable talon d'Achille de la domination, finissent par permettre au système une nouvelle respiration.

Leur expansion devenue dangereuse à court terme, il convient de la neutraliser pour la bonne marche du Capital en asservissant les travailleurs à sa menace.

Faire accepter le partage du travail accompagné d'une baisse des salaires comme le devoir civique de cette fin de siècle. Promouvoir la flexibilité des travailleurs. Propager le partage de l'exploitation comme devoir humanitaire intérieur. Le chômage et l'exclusion doivent être vendus au même titre que n'importe quelle autre marchandise, et spectaculairement.

Et puisque nous serions dans le présent perpétuel où aucun bouleversement n'est possible, la condition d'exploité se voit congelée et son partage travesti en solidarité sociale. Celle-ci a priori articulée au national puisque l'État-nation, bien qu'objectivement dépassé, reste encore la référence subjective condensant le mieux les rapports sociaux et politiques bourgeois. Un partage entre nationaux, élément du spectacle qui se veut simultanément repoussoir et acceptation de la réalité mondiale de l'armée industrielle, au travail ou de réserve.

Les organisations ultra-réactionnaires agissent en corollaire de ce procès de fascisation. Elles viennent sanctionner la politique résolue de la bourgeoisie. Sanctionner dans les deux sens du terme, car il convient de noter combien elles sont en permanence écartelées entre une base s'élargissant principalement en réaction aux mutations de la régulation mise en œuvre dans le procès de fascisation et de concurrence (Maastricht, GATT, mondialisation/Union européenne, déréglementation, dumping...) et leur volonté de constituer une alternative crédible aux régimes bourgeois actuels. Suppléantes si le capital monopoliste nécessitait une phase d'état d'exception pour stabiliser le modèle montant de mutation-modernisation, de mondialisation, d'intégration continentale, de pertes de souverainetés nationales...

Cette politique résolue se développe d'autant plus vite que les forces prolétariennes se trouvent réduites à la défensive économiste, défendant une implantation industrielle, un acquis social, des emplois... Le procès de fascisation assume ainsi les caractères toujours plus politiques de lutte de classe, mais du seul côté bourgeois. Parce que, du côté prolétarien, les anciennes formes organisatives devenues institutionnelles ficellent les masses aux impuissances dépolitisées et subordonnées à la sauvegarde du système.

Par ailleurs, il convient également de souligner combien ce procès a été enclenché avant que les organisations ultra n'occupent véritablement une part du marché.

Aujourd'hui, il est de bon ton de rappeler comment au début des années quatre-vingt Mitterrand et ses sbires jouèrent la carte Le Pen pour une manœuvre de division du bloc de droite. Subtile forfaiture de politicards ! Que l'on retrouve à l'heure actuelle, lorsque les groupes satellites du PS tentent de mobiliser et d'embrigader sous leur direction les résistances à la montée de l'extrême droite.

Voilà toujours la vieille confusion.

Pour reprendre Poulantzas paraphrasant Horkheimer, «celui qui ne veut pas parler d'impérialisme devrait aussi se taire en ce qui concerne le fascisme»!

Alors, pour en revenir à votre question, le totalitarisme est-il probable ou pas ? Il faut constater qu'il a déjà pris son essor avec le nouvel apartheid que l'impérialisme a forgé mondialement, avec ses réalités indéniables, une armée de réserve industrielle de plus d'un tiers de la population active, cent mille personnes mourant de faim chaque jour, d'autres mourant faute de soins, faute de programme de santé, écologique, d'habitat, de développement. Et il s'agit d'un holocauste. Le mot n'est pas trop fort, car il résume une politique de destruction d'une partie de la population mondiale selon des critères économico-sociaux.

Le nouvel apartheid sanctionné par cet holocauste, c'est le totalitarisme actuel et bien réel. Et il se nourrit de la manipulation extrême ici aussi du spectacle de régimes «démocratiques» et de pseudo-espaces de liberté, lui servant de base et de perpétuation politico-idéologique.

★

*Dans les pays du centre, vous semble-t-il que nous devions lutter au niveau purement national en construisant le parti dans le but de prendre l'État, ou doit-on frapper l'État et les intérêts supranationaux pour construire un front de classe international ?*

Après les mutations phénoménales ayant bouleversé le monde et réordonné les divers procès de production et d'échange, comme la composition des classes, il est impossible de rester ficelé aux modèles et aux paradigmes dominant l'époque révolue. Jusqu'à présent et majoritairement, le cœur du projet de transformation sociale résidait dans le creuset de l'État-nation, la nature internationale de la classe prolétarienne n'était rappelée qu'accessoirement aux détours de circonvolutions programmatiques ou lors de meetings platoniques. L'entretien des mythes glorieux, tels la Première Internatio-

nale, le Komintern, les Brigades Internationales ou le Che, masquait difficilement la dégringolade chauvine de la révision systématique des principes révolutionnaires ou leur abandon pur et simple.

Nous ne parlons pas, bien sûr, des minorités qui sont restées fidèles à l'élan révolutionnaire, mais sans jamais lui redonner souffle et pouvoir produire un contre-choc réel. Mai 68 en fut la démonstration, car malgré les résonances dans les pays voisins, les convergences objectives, les processus sont toujours restés parallèles.

L'État-nation tel qu'il se présentait jusqu'à présent maintenait l'unité et la cohérence d'une certaine formation sociale divisée en classes ; il y condensait ces contradictions et assurait l'hégémonie d'une classe : la bourgeoisie.

De fait, la superstructure dépend des formes et contenus assumés par la lutte des classes. Nous sommes bien d'accord. Pourtant, nier l'importance de l'épuisement de l'État-nation en la cantonnant à une étude superficielle des mouvements institutionnels de transferts de souveraineté nationale est la négation même du face-à-face de l'oligarchie des monopoles et de l'immense classe prolétarienne internationale ; de cette résultante qualitative du développement et, simultanément, du pourrissement du capitalisme au stade impérialiste. Du quantitatif de ces tendances fondamentales, de la concentration, de l'exportation et de la circulation de plus en plus rapide et libéralisée des capitaux, depuis l'après-guerre.

Plus il y a de richesse sociale en œuvre, plus la classe prolétarienne s'étend en s'appauvrissant avec l'intégration de masses déshéritées aux quatre coins du globe, plus la bourgeoisie monopoliste concentre cette richesse produite et doit préserver ce procès mondial d'accaparement par une hégémonie sur les autres classes et une guerre concurrentielle permanente entre ses diverses factions.

Les victimes du nouvel apartheid et de son holocauste actuel sont avant tout des prolétaires, dépossédés de tout moyen de production et de subsistance, formant pour la plupart une immense armée de chômeurs et de main-d'œuvre bradée, pesant sur l'ensemble du procès mondial de travail. Et ainsi, sur les conditions des couches plus élevées et métropolitaines de ce prolétariat.

Partant de là, on en tire les conséquences pour le projet révolutionnaire ou non, c'est-à-dire on s'arrête en chemin, en affirmant que le cadre de la superstructure ne bascule pas ou peu, ou l'on nie tout en bloc pour demeurer scotché à des projets intégrés mais « palpables », interclassistes et bien évidemment électoralistes.

Ou encore, on prend ses désirs pour la réalité, et on pond des élucubrations à partir d'observation au microscope de certaines situations et mutations locales. Ainsi les mandarins évoquent sans sourciller la disparition de la classe prolétarienne, parlent de populations affamées lointaines, de quart-monde ici...

Alors que justement, la perte de centralité de l'espace État-nation, tant pour la bourgeoisie que pour le prolétariat, dépend de leur polarisation et de leur antagonisme au niveau continental et mondial. D'un mouvement unique de composition et lutte de classes à l'heure actuelle.

Pour nous, internationalisation, extension et appauvrissement de la classe prolétarienne n'est qu'un seul et même mécanisme du système impérialiste.

Tout projet et perspective révolutionnaires à l'époque actuelle doivent représenter dans chaque acte les intérêts généraux de cette classe dans sa totalité vivante, que l'on lutte dans le centre ou sur les trois continents.

Ce fondement incontournable implique non seulement un dépassement des anciens cadres État-nation/international, intérieur/extérieur... mais il détermine la retranscription permanente de sa pluridimension à chaque action et à chaque implantation locale.

Tout élément programmatique et jusqu'à la plate-forme minimale de revendications immédiates doivent déjà intégrer le rapport dialectique crucial du bouleversement à l'échelle au moins continentale avec la libération des trois continents dépendants. L'unité des luttes anticapitalistes et anti-impérialistes est ainsi décisive, parce qu'elle est une condition inéluctable à la recomposition de la classe comme prolétariat international, la seule classe aujourd'hui à pouvoir porter jusqu'au bout le projet de transformation sociale.

Pluridimension également pour le développement des instances de pouvoir prolétarien dans les quartiers, dans les communes, les divers pays, avec les comités, les coordinations, les assemblées... Ou nous ne pouvons pas nous limiter à opter entre les deux paradigmes centralistes ou fédéralistes, tels qu'ils se présentaient jusqu'à présent. En conséquence, il nous faut expérimenter d'autres voies, dans le cadre du matérialisme historique et dialectique, et jeter les jalons d'autres perspectives de construction répondant effectivement aux situations et aux aspirations de la classe principale, et non à celles de strates spécifiques ou à des fractions métropolitaines seules.

★

*La lutte armée est-elle toujours d'actualité dans un pays comme la France?*

Il y a plus d'un siècle, Marx décrivit dans le programme du premier parti révolutionnaire de ce pays : « L'appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — ou prolétariat — organisée en parti politique distinct. » Une action révolutionnaire, car la bourgeoisie ne se laissera jamais arracher pacifiquement le contenu de ses coffres-forts ni les moyens de production desquels elle tire tous ses bénéfices. Ainsi, toute révolution posant comme principe cette appropriation collective ne peut être que violente, d'autant plus aujourd'hui avec le formidable écart séparant monopole et dépossession.

Il est vrai que ce concept de révolution violente est commun à tous les programmes de la gauche

révolutionnaire. Et d'ailleurs, c'est une banalité pour beaucoup. C'est devenu une phrase vide, répétée par habitude, par liturgie, pour croire que ça peut vraiment tomber du ciel, ainsi.

La grande majorité pense que cette idée stratégique ne comporte pourtant aucune implication praxique dans l'immédiat. Et là, c'est une confusion et une erreur fondamentale. Pire, aujourd'hui, ils critiquent d'aventuristes et de volontaristes ceux qui pensent le contraire. Alors que toute action révolutionnaire exige une préparation, une accumulation d'expérience, la formation de militants capables de la résoudre le moment venu. Le pire des aventurismes et des volontarismes, comme le plus dévoyé des opportunismes, n'est-il pas celui de projeter une action comme décisive et ne rien faire pour qu'elle réussisse vraiment ? Ceux qui défendent l'idée de « grand soir » et d'insurrection prolétarienne sans préparer dès aujourd'hui à leur triomphe par une action conséquente politique, pratique et technique... causent avec le cadavre de cette révolution dans la bouche !

Cette préparation, c'est aussi une lutte subversive, la rupture-critique, à un haut degré, avec tous les cadres des compromis institutionnels, avec les formes de luttes oppositionnelles intégrées.

Jamais ne surgira une dynamique décisive de l'accumulation de luttes sempiternellement récupérées et même inscrites dans la bonne gestion du mode de production capitaliste.

La recomposition du prolétariat, comme classe antagoniste internationale, n'est pas autre chose que l'organisation des luttes et des résistances et la rupture sociale dans le moment révolutionnaire. La conscience et l'organisation se développent toujours dans un procès dialectique de luttes authentiquement révolutionnaires. La véritable construction, c'est bien ce procès au niveau local et international parce qu'il constitue les conditions pratiques de la conscience « dans laquelle la théorie de la praxis se confirme en devenant théorie pratique ».

Lorsque Marx évoque l'organisation en « parti politique distinct » du prolétariat, il définit l'exigence vitale pour lui de son autonomie, comme classe réalisant son programme d'émancipation de l'humanité du travail contre le capital.

Et cette autonomie se forge sur trois pivots essentiels, la détermination à affirmer la centralité et l'unité du prolétariat international, la capacité réelle à traverser et à faire triompher les termes du programme politique de toute la classe, et enfin la force de conjuguer l'interaction de l'auto-organisation de cette classe avec les organisations révolutionnaires existantes en son sein, indispensables à son combat.

Pour nous, à l'époque actuelle, l'autonomie du prolétariat se matérialise bien davantage encore dans la résonance de l'auto-organisation (les comités de base dans les usines et les quartiers, les groupes d'affinité, les coordinations...) avec la guerre de partisans, avec l'action armée de préparation à la généralisation de la violence révolutionnaire de tout le prolétariat.

Toutes les deux sont étroitement liées et imbriquées dans la tension permanente de leur influence réciproque. Et toutes deux sont un et même procès stratégique. L'auto-organisation comme embryon du pouvoir des conseils et l'action armée comme forme de lutte aux contenus stratégiques parce que tendue au bouleversement violent de la domination.

Ensemble, elles sont capables de se massifier, d'ouvrir des espaces nouveaux et des brèches dans l'intégration à l'institution, de la paralyser dans un véritable procès subversif. Une construction aussi pour la représentation concrète des intérêts politiques généraux du prolétariat entier comme classe internationale.

Et ici aujourd'hui plus qu'hier encore, elles sont d'autant plus importantes à mener de front, comme les deux fers au feu, sur tout le territoire de l'Union européenne. Elles seules sont capables de matérialiser en pratique révolutionnaire la rupture critique avec le pouvoir et la pacification impérialiste, avec ses manipulations et son rapport de forces, et de faire vivre jusqu'au bout l'unité des luttes anticapitalistes et anti-impérialistes.

★

*Action Directe est mise à toutes les sauces par la police et les médias. Récemment, lors de la tragédie Audry Maupin et Florence Rey, on a reparlé d'AD. D'une certaine façon, c'est un hommage...*

Partons de cet exemple, puisque c'est vous qui le citez. Ces événements autour de la mort d'Audry et de l'arrestation de Florence sont très révélateurs (avant, pendant et après) de la situation actuelle et de l'impuissance du mouvement, et cela jusqu'à ne plus avoir aucune position cohérente sur un tel fait. Certains condamnent, bien sûr, ils n'ont jamais fait autre chose : « ce n'est pas le moment », « c'est trop minoritaire », « la ligne de masse », etc. D'autres pleurnichent, tous plus mal à l'aise que jamais dans leurs « lettres ouvertes » à Florence. Nous qui sommes déjà des anciens savons bien que les ritournelles des radicaux en chanssons sont invariablement les mêmes quels que soient l'époque et les faits eux-mêmes. Ce sont les inévitables expressions et stigmates du charlatanisme toujours présent dans l'extrême du mouvement.

Avant. Ces faits démontrent précisément le degré d'antagonisme sous-jacent et de résistance présent dans une partie de la jeunesse, et attention, pas si marginalisée que ça ! Et combien, malgré les défaites, cet antagonisme demeure « impressionné » par les offensives guérilleras des années soixante-dix et quatre-vingt. Ces deux jeunes libertaires antifascistes ont opté pour l'action armée, spontanément conscients qu'elle matérialisait la rupture réelle avec le système et la collusion des demi-révoltes.

Mais, malheureusement, ils représentent aussi les sujets de leur époque, démunis face à ses limites, et reflétant l'extrême dégradation de la conscience

praxique de l'ensemble du mouvement, de ses expressions, qu'elles soient prostrées dans le sectarisme de l'anathème dogmatique ou perdues dans le marais du seul spontanéisme quotidien.

Les personnes qui leur reprochent cette dépolitisation sous le fallacieux conseil : «Vous auriez dû venir discuter avec nous», «Nous vous aurions montré le chemin» (le seul enseignement que ces gens-là peuvent prodiguer, c'est comment survivre dans la véritable soumission en jouant les matamores verbeux) forgent leur propre critique en tant que potentats de l'impuissance politique à élaborer, pratiquer et projeter une véritable ligne de rupture avec le système, à la rendre visible et crédible pour les jeunes révoltés. À les rassembler dans l'antagonisme et son auto-organisation à laquelle il incite aujourd'hui plus que jamais.

On leur reproche le fait de s'être organisés en tout petit groupe minoritaire et affinitaire. Ce reproche émane bien sûr des mêmes qui diffusaient, à propos de notre organisation, les pires délires sur une organisation hiérarchisée de petits soldats autoritaires, etc.

Audry, Florence et leurs copains se sont organisés à leur niveau, mettant en œuvre le modèle «à la base» dont on nous rebat les oreilles ces derniers temps. Et effectivement, ils ont compté sur leurs propres forces pour se doter de moyens. En tout premier lieu : s'armer.

Et pour s'armer, ils ont pris le même chemin que toutes les guérillas du monde : désarmer l'ennemi. On peut toujours se demander à partir de là combien des plus anciens déblatérant à propos de cette action ont-ils scandé dans les manifs et les meetings «Désarmons la police !», après la première opération de la Nouvelle Résistance Populaire (bras armé de la Gauche Prolétarienne) : récupération de l'arme de service d'un flic, place Clichy, en 1970 ou 1971. Arme qui fut d'ailleurs découverte dans l'une de nos caches plus de dix années plus tard. Nous-mêmes de notre côté avions à maintes reprises récupéré de l'armement sur les forces armées de la bourgeoisie, mais c'est une autre histoire...

Pendant. Tout le déroulement de l'action marque la détermination de ces deux camarades. Désarmer les flics de la fourrière, engager le combat à diverses reprises au cours du repli.

Après. Une question tout d'abord : peut-on aujourd'hui avec sérieux protester contre les bavures policières, la violence quotidienne des contrôles dans les ghettos contre les jeunes et les immigrés, tartiner des vœux pieux pour accompagner les descriptifs des massacres dans les bulletins et les revues, et peut-on avoir connaissance de la torture pratiquée et systématisée contre les détenus révolutionnaires dans les quartiers de la mort lente... et oser condamner l'acte élémentaire et radical de désarmer des flics et tenter de leur échapper par tous les moyens?

Où est donc l'inconséquence politique?

Dans l'acte d'Audry ou dans la parole des critiques?

Ces derniers relèvent bien plus de la lignée des Pasqua et consorts que de la véritable critique révolutionnaire.

Premièrement. Nous nous devons de saluer la mémoire d'Audry, avec tout le respect que l'on doit à ceux qui perdent la vie dans le combat contre la domination. Et cela sans aucune martyrologie.

Secundo. Nous devons nous solidariser avec Florence qui, à ce qu'on sait, a conservé la lucidité de la non-collaboration avec l'institution judiciaire. Nous connaissons le traitement qu'elle subit pour l'heure, et nous ne serons jamais de ceux qui hurlent avec les loups.

Mais, actuellement, même cette démarche élémentaire semble encore impossible pour la majorité du mouvement. On préfère rester muets devant les hâbleurs et les petits professeurs ès-subversion, et cracher sur ceux qui placent leurs actes à la hauteur de leur discours et de leur révolte authentique. Comme rares sont ceux qui cherchent à organiser une solidarité, à briser la torture dans les prisons, beaucoup préfèrent participer à la négation par la déformation et la caricature des révoltés et des combattants emprisonnés.

Que pouvons-nous ajouter à partir de cet événement ? Donc, comme nous l'avons décrit jusqu'ici, la révélation d'une détermination antagoniste informelle, la confusion extrême du mouvement, d'accord, mais il nous révèle aussi une cassure dans la transmission de l'expérience politico-militaire. Sans préjuger trop, n'importe quel groupe de notre organisation aurait échappé à un tel affrontement. Car cela ne s'improvise pas, c'est une technique et, au-delà, comme dans tout ce qui concerne le procès révolutionnaire, déjà une conscience et une organisation.

Quotidiennement, notre organisation mettait en œuvre dans sa praxis des techniques combattantes élaborées dans la lutte contre la dictature franquiste, par la NRP, par des groupes spécifiques anti-autoritaires, par les camarades italiens et allemands...

Nous agissions, mais nous étions capables également de transmettre, d'être le véhicule de l'expérimentation des prolétaires dans leur combat armé contre le capitalisme. Une communication combattante qui ne s'apprendra dans aucun livre, mais dans la seule pratique véritable. Et si cette communication s'interrompt, les éléments les plus décidés de la classe se retrouveront désarmés d'un enseignement indispensable pour la lutte aujourd'hui. Ou ils seront réduits aux échecs répétitifs d'actes sans lendemain, ou au pénible et coûteux réapprentissage depuis le début. Ce qui représenterait un échec redoutable.

Mais, heureusement, nous croyons que, collectivement et surtout internationalement, avec les expériences italiennes et allemandes, à nos côtés, nous allons pouvoir dépasser cet état de faiblesse.

Éviter le tragique véritable d'événements tels que la mort d'Audry et l'arrestation de Florence, ça ne sera jamais possible à partir d'une glorification du légalisme, du pacifisme, de

toutes les expressions de la collusion « subventionnée »avec le régime bourgeois, la routine protestataire... mais seulement en constituant et en érigeant une force de guérilla, solide, expérimentée, vivante au cœur de l'autonomie de classe et comme l'une de ses conditions essentielles.

Une guérilla capable d'appuyer le prolétariat à dresser le drapeau rouge de cette autonomie, de l'« armer de la volonté de s'armer », mais aussi de la doter de l'outil historique de l'usage de la praxis armée.

★

*À l'inverse de nombreux prisonniers révolutionnaires en Europe, vous ne reniez rien de votre activité politico-militaire. Ni dissociés ni repentis, comment voyez-vous aujourd'hui votre rôle et celui du Comité de lutte des prisonniers d'Action Directe ?*
Effectivement, nous ne renions rien de nos choix partisans.

Justement parce que, dans un réel procès critique, nous avons su débattre entre nous et nous débattons encore avec de nombreux camarades continuant le combat sous d'autres formes, de notre histoire, de notre praxis et des perspectives futures. C'est-à-dire qu'en ne fermant pas les yeux sur nos échecs, nos limites et erreurs, nous avons été capables d'échapper au fait de les rendre absolus et insurmontables.

Et vous aurez constaté de vous-mêmes, dans nos précédentes réponses, que jusqu'ici nous sommes restés fidèles aux grandes lignes directrices telles qu'elles furent expérimentées et vérifiées dans la pratique depuis les premiers bouleversements de l'époque, à la fin des années soixante : auto-organisation, internationalisme et guérilla.

Maintenant, revenons à votre question. Vous insistez sur le fait que de nombreux prisonniers politiques (des prisonniers qui collaborent avec leurs geôliers ne seront jamais des révolutionnaires !) ont renié leur pratique, le plus souvent dans le cadre de grands shows spectaculaires de contrition, de repentir et de magnanimité étatique, ou encore lors de « saut historique de la théorie » (!!!), le dépassement de la guerre de guérilla et, pire, de la lutte de classe elle-même.

Et tout ça revenant au même : manger dans la main du « maître ». Arriver dans l'échange à se soustraire aux menottes, mais pour toujours garder au cou la marque indélébile de la laisse.

C'est en fait une très vieille histoire. En se penchant sur le parcours des forces prolétariennes depuis la Grande Révolution de 89, nous l'avons croisée maintes fois. Les « géants de 48 » eux-mêmes, lors de leur détention, connurent ces chimères et ces désaffections (orchestrées et soutenues par certains grands noms comme Proudhon lui-même, prônant ouvertement un accord avec le nouveau régime bonapartiste).

Aujourd'hui, en publicitant les quelques trahisons qui ont touché les différents groupes de prisonniers de la guérilla en Europe, les *media-propaganda* du pouvoir cherchent à atteindre la crédibilité accumulée par la guérilla durant plus de vingt-cinq années de lutte.

Il faut diffuser le portrait robot de lâches faisant les fanfarons sanglants à l'extérieur et qui crient pitié face à la corde devant les pendre. Et il s'est bien sûr trouvé des crapules correspondant parfaitement au rôle.

Oui, quelques-uns, et sans aucun doute beaucoup moins nombreux que les camarades assassinés ou définitivement brisés.

Et en France, oui ici, ces dernières années, à travers l'application dans les prisons de la région parisienne de mesures systématisées de torture, d'isolement, mais aussi de calomnies et d'intox en tout genre... des détenus ont été acculés au suicide et à la folie. Sans que cela émeuve outre mesure les « gentils militants » qui animent les tribunes actuelles du mouvement !

Les politiques convergentes et concertées de la contre-révolution étatique dans l'Union européenne tendent par tous les moyens à faire peser le prisonnier politique sur le procès révolutionnaire. Ainsi sa nature essentielle sera celle d'un otage aux mains de l'ennemi. Pour ce pouvoir, après plus de deux décennies d'affrontement et face aux potentialités actuelles exprimées par les masses devant les ravages du nouveau modèle et de sa crise, il est clair qu'il faut désagréger toute crédibilité du prisonnier pour atteindre celle du guérillero, de la guérilla révolutionnaire et à travers elle affaiblir la crédibilité du cœur même des perspectives de rupture avec le système.

C'est un enjeu de notre résistance en prison.

Mais aussi, les portes de la prison franchies, la lutte ne cesse pas pour autant. Elle prend seulement d'autres formes. Et c'est tout à fait possible, car le procès de guerre révolutionnaire est bien un procès pluridimensionnel. Les diverses pratiques convergent sur une ligne stratégique, et aucune, aussi stratégique et importante qu'elle soit, ne résume cette convergence.

Au-delà de notre condition d'otages et de prisonniers de la guérilla, nous sommes d'un principe des militants révolutionnaires et, pour l'être tout à fait, nous devons assumer les tâches qui nous incombent dans ce nouveau milieu, au même titre que si nous étions dans une boîte ou un quartier.

Pour notre part, nous essayons d'agir grâce à l'instrument collectif que nous nous sommes forgé, tant bien que mal, de lutte en lutte depuis notre incarcération, le Comité de lutte des prisonniers d'Action Directe. Comité de lutte parce que, pour nous, dans la centralité du procès d'auto-organisation des forces prolétariennes pour leur autonomie, l'expression du comité de lutte est la cellule première.

À partir de son action, nous avons pu nous garantir une communication politique minimale entre nous et avec l'extérieur. Nous participons ainsi activement à la confrontation avec d'autres prisonniers de la guérilla en Europe, mais aussi avec d'autres comités de lutte, ici et ailleurs.

Parallèlement, nous publions une revue, *Front*, et ses cahiers, synthétisant

notre position dans cette communication européenne.

Ainsi, nous nous maintenons en permanence le plus à l'intérieur possible du mouvement général, et en contact avec ses avant-gardes de lutte, pour être toujours en mesure, s'il le faut, d'y apporter notre expérience et notre détermination partisane.

*Camarades emprisonnés*
*d'Action Directe,*
*mars 1995*

ACTION
DIRECTE